

**Avis rendu le 14 mai 2022.**

**Titres : Principes 1, 3, 4 ,5, 6 – Articles : 5, 9, 13, 15, 18, 22**

*Le code de déontologie des psychologues concerne les personnes habilitées à porter le titre de psychologue conformément à la loi n°85-772 du 25 juillet 1985 (JO du 26 juillet 1985). Le code de déontologie des psychologues de 1996 a été actualisé en février 2012, puis en septembre 2021 et c'est sur la base de celui-ci que la Commission rend désormais ses avis.*

#### RÉSUMÉ DE LA DEMANDE

Dans le cadre d'une séparation, le Juge aux Affaires Familiales (JAF) doit statuer sur la garde de l'enfant du couple. L'avocat du père a transmis au juge une attestation rédigée par une psychologue. Celle-ci, après avoir reçu le couple en thérapie, a poursuivi le suivi avec monsieur. La demandeuse sollicite la Commission à propos des « agissements » de la professionnelle qui a rencontré son ex-conjoint seul, peu après le début de la thérapie de couple. Elle estime que la psychologue a agi de façon partielle et qu'elle a « outrepassé le cadre d'exercice professionnel » en aidant monsieur dans sa recherche de logement. Elle sollicite l'avis de la commission sur l'écrit de la psychologue qui, selon elle, serait non conforme au code de déontologie en levant le secret professionnel sans le consentement de la demandeuse.

#### Document joint :

- Copie d'un document intitulé « Attestation » rédigé par une psychologue

#### AVIS

*AVERTISSEMENT : La CNCDP, instance consultative, rend ses avis à partir des informations portées à sa connaissance par le demandeur, et au vu de la situation qu'il décrit. La CNCDP n'a pas qualité pour vérifier, enquêter, interroger. Ses avis ne sont ni des arbitrages ni des jugements : ils visent à éclairer les pratiques en regard du cadre déontologique que les psychologues se sont donné.*

*Les avis sont rendus par l'ensemble de la commission après étude approfondie du dossier par deux rapporteurs et débat en séance plénière.*

La Commission se propose de traiter du point suivant :

- Cadre d'intervention du psychologue auprès d'un couple parental

### **Cadre d'intervention du psychologue auprès d'un couple parental**

Dans le cadre de sa pratique, le psychologue peut être amené à rédiger des documents de diverses natures, de sa propre initiative ou à la demande d'un tiers. Chaque écrit qu'il produit relève d'un acte professionnel qui engage sa responsabilité comme le précise le Principe 5 du Code :

#### **Principe 5 : Responsabilité et autonomie professionnelle**

*« Dans le cadre de sa compétence professionnelle et de la nature de ses fonctions, la·le psychologue est responsable, en toute autonomie, du choix et de l'application de ses modes d'intervention, des méthodes ou techniques qu'elle·il conçoit et met en œuvre, ainsi que des avis qu'elle·il formule. »*

*Elle·il défend la nécessité de cette autonomie professionnelle inhérente à l'exercice de sa profession notamment auprès des usagers, employeurs ou donneurs d'ordre. Au préalable et jusqu'au terme de la réalisation de ses missions, elle·il est attentif·ve à l'adéquation entre celles-ci et ses compétences professionnelles. Elle·il peut exercer différentes missions et fonctions. Il est de sa responsabilité de les distinguer et de faire distinguer leur cadre respectif. »*

Le psychologue intervient dans les domaines où il se sait compétent. Dans certaines situations, il est amené à se questionner sur sa capacité à poursuivre un suivi thérapeutique ou sur la nécessité de passer le relais vers un autre professionnel. Ainsi, en acceptant de répondre à une demande de suivi, il s'engage à respecter l'article 5 :

**Article 5 :** *« En toutes circonstances, la·le psychologue fait preuve de mesure, de discernement et d'impartialité. La·le psychologue accepte les missions qu'elle·il estime compatibles avec ses fonctions et ses compétences dans le respect du présent Code. Si elle·il l'estime utile, elle·il peut orienter les personnes ou faire appel à d'autres professionnels. »*

Lorsqu'un couple engage une thérapie, il est possible que l'un des deux conjoints – ou chacun- soit reçu séparément. Dans certaines situations, la thérapie de couple peut parfois s'interrompre et un suivi thérapeutique individuel se mettre en place pour l'un des conjoints.

Il est de la responsabilité du psychologue de mettre en place un tel changement ou de le refuser s'il estime ne pas en avoir les compétences, comme le préconise le Principe 4 :

#### **Principe 4 : Compétence**

*« La·le psychologue tient sa compétence :*

- de connaissances théoriques et méthodologiques acquises dans les conditions définies par l'article 44 de la loi du 25 juillet 1985 modifiée, relative à l'usage professionnel du titre de psychologue ;*
- de l'actualisation régulière de ses connaissances ;*
- de sa formation à discerner son implication personnelle dans l'approche et la compréhension d'autrui.*

*Chaque psychologue est garant de ses qualifications particulières. Elle·il définit ses limites propres compte tenu de sa formation et de son expérience. Il est de sa responsabilité déontologique de refuser toute intervention lorsqu'elle·il sait ne pas avoir les compétences requises. Quels que soient le contexte de son intervention et les éventuelles pressions subies, elle·il agit avec prudence, mesure, discernement et impartialité. »*

Si le psychologue accepte, c'est en exerçant le discernement nécessaire pour évaluer les limites de son intervention et sa capacité à offrir un accompagnement de qualité dans ce changement de cadre thérapeutique.

Dans le cas d'une telle évolution du cadre de la prise en charge, il paraît souhaitable que le psychologue informe les deux conjoints afin que chacun en ait une pleine connaissance et compréhension, cela pour suivre les préconisations du Principe 6 et de l'article 9 :

#### **Principe 6 : Rigueur et respect du cadre d'intervention**

*« Les dispositifs méthodologiques mis en place par la·le psychologue répondent aux objectifs de ses interventions, et à eux seulement.*

*Les modes d'intervention choisis et construits par la·le psychologue doivent pouvoir faire l'objet d'une explicitation raisonnée et adaptée à son interlocuteur, ou d'une argumentation contradictoire avec ses pairs de leurs fondements théoriques et méthodologiques. »*

**Article 9 :** *« La·le psychologue recherche systématiquement le consentement libre et éclairé de ceux qui la·le consultent ou qui participent à une évaluation ou une expertise. Elle·il les informe de façon claire et intelligible des objectifs, des modalités, du coût*

*éventuel et des limites de son intervention. Le cas échéant, elle-il leur indique la possibilité de consulter un·e autre praticien·ne. »*

Dans la situation présente, selon la demandeuse, la psychologue aurait assisté son patient dans sa recherche de logement. Comme le stipule le Principe 5 déjà cité, le psychologue est responsable des méthodes et des initiatives qu'il met en œuvre. Il lui appartient de contrôler son implication personnelle et de mesurer si ses interventions sont en accord avec le cadre de la thérapie.

Au cours de ce suivi, le psychologue a fait le choix de rédiger un écrit qui a été utilisé dans un contexte judiciaire. Lorsque le psychologue rédige un écrit, il s'assure que la personne concernée a bien été informée de son contenu et en a une bonne compréhension, comme le recommande l'article 15 du Code :

**Article 15 :** *« La·le psychologue présente ses conclusions de façon claire et adaptée à la personne concernée. Celles-ci répondent avec prudence et discernement à la demande ou à la question posée. Lorsque ces conclusions sont transmises à un tiers, elles ne comportent les éléments d'ordre psychologique qui les fondent que si nécessaire. L'assentiment de la personne concernée ou son information préalable est requis. »*

Dans la mesure où la révélation d'éléments d'ordre psychologique, qui ont été ici transmis à un tiers, semble concerner le patient lui-même, l'initiative n'apparaît pas à la Commission comme devant être soumise à l'accord d'une autre personne.

Dans la forme, si l'attestation présentée à la Commission contient la plupart des éléments recommandés par l'article 18 du Code, néanmoins, l'objet et le destinataire, éléments importants d'un écrit, n'ont pas été indiqués :

**Article 18 :** *« Les documents émanant d'un·e psychologue sont datés, portent son identité, son titre, son numéro d'inscription sur les registres légaux en vigueur, ses coordonnées professionnelles, sa signature ainsi que la·le destinataire et l'objet de son écrit. Seul la·le psychologue auteur·e de ces documents est habilité·e à les signer, les modifier, ou les annuler. Elle-il fait respecter la confidentialité de son courrier postal ou électronique. »*

Dans le corps de l'écrit, la formulation « psychologue clinicienne, expert près la cour... » pourrait rendre confuses les missions de la psychologue dans une situation où elle est la thérapeute du père et non l'experte commise par une décision judiciaire. Il est en effet recommandé au psychologue de faire clairement distinguer ses missions en fonction de ses cadres d'intervention, comme le précise le Principe 5 déjà énoncé.

Le contenu de cet écrit suggère qu'il ne s'agit pas d'une simple attestation de suivi mais d'un document destiné à être produit en justice pour étayer une modification de la résidence de l'enfant conforme au désir du patient suivi. Si tel est bien le cas, il aurait été souhaitable qu'il comporte en objet « Attestation » et en bas du document « remis à Mr XX pour valoir ce que de droit ».

Lorsqu'il rédige une attestation destinée à être transmise à un juge, le psychologue mesure l'utilisation qui pourrait en être faite, notamment si l'intérêt d'un enfant est en jeu. Dans ce contexte, la Commission rappelle l'importance des exigences du Principe 3 :

### **Principe 3 : Intégrité et probité**

*« En toutes circonstances, la·le psychologue respecte les principes éthiques, les valeurs d'intégrité et de probité inhérents à l'exercice de sa profession. Elle·il a pour obligation de ne pas exploiter une relation professionnelle à des fins personnelles, religieuses, sectaires, politiques, ou en vue de tout autre intérêt idéologique. Elle·il prend en considération les utilisations qui pourraient être faites de ses interventions et de ses écrits par des tiers. »*

Le document transmis à la Commission semble respecter ce principe. En effet, l'écrit s'appuie essentiellement sur les observations qui permettent d'évaluer le fonctionnement psychique du patient reçu, et sur ses propos. Ces propos sont bien distingués des observations de la psychologue qui étayaient son évaluation du patient, et de l'avis qui est donné sur l'hébergement de l'enfant. Le but que ce document paraît poursuivre semble prendre en compte l'intérêt de l'enfant autant que celui du parent concerné.

Par ailleurs, cet avis paraît à la Commission suffisamment prudent et circonstancié pour ne pas avoir une valeur d'évaluation ni de l'enfant ni de sa mère, suivant en cela les préconisations de l'article 13 :

**Article 13 :** *« L'évaluation relative aux personnes ne peut se réaliser que si la·le psychologue les a elle·lui-même rencontrées. La·le psychologue peut s'autoriser à donner un avis prudent et circonstancié dans certaines situations, sans que celui-ci ait valeur d'évaluation. »*

Dans son ensemble, le contenu et la conclusion de ce document paraissent donc respecter les préconisations de l'article 22 :

**Article 22 :** *« La·le psychologue est averti·e du caractère relatif de ses évaluations et interprétations et elle·il prend en compte les processus évolutifs de la personne. Elle·il*

*émet des conclusions contextualisées et non réductrices concernant les ressources psychologiques et psychosociales des individus ou des groupes. »*

Dans la mesure où le patient, dont les propos sont cités, a donné son accord pour la rédaction de cette attestation, tout comme il a choisi de transmettre les observations sur son fonctionnement psychique que la psychologue a estimé utile d'attester, la Commission considère que cette professionnelle a suivi les préconisations du Principe 1 :

### **Principe 1 : Respect des droits de la personne**

*« Le psychologue réfère son exercice aux principes édictés par les législations nationale, européenne et internationale sur le respect des droits fondamentaux des personnes, et spécialement de leur dignité, de leur liberté et de leur protection. Il s'attache à respecter l'autonomie d'autrui et en particulier ses possibilités d'information, sa liberté de jugement et de décision. Il favorise l'accès direct et libre de toute personne au psychologue de son choix. Il n'intervient qu'avec le consentement libre et éclairé des personnes concernées. Il préserve la vie privée et l'intimité des personnes en garantissant le respect du secret professionnel. Il respecte le principe fondamental que nul n'est tenu de révéler quoi que ce soit sur lui-même. »*

Enfin la Commission rappelle que les magistrats ne sont nullement tenus de suivre les préconisations des écrits des psychologues, qui ne sont qu'un des éléments sur lesquels ils peuvent fonder leur décision.

Pour la CNCDP  
Le Président  
Antony CHAUFTON

La CNCDP a été installée le 21 juin 1997 par les organisations professionnelles et syndicales de psychologues. Ses membres, parrainés par les associations de psychologues, siègent à titre individuel, ils travaillent bénévolement en toute indépendance et sont soumis à un devoir de réserve. La CNCDP siège à huis clos et respecte des règles strictes de confidentialité. Les avis rendus anonymes sont publiés sur les sites des organisations professionnelles avec l'accord du demandeur.

Toute utilisation des avis de la CNCDP par les demandeurs se fait sous leur entière responsabilité.

CNCDP, Avis N° 22-02  
Avis rendu le : 14 mai 2022.

Principes, Titres et articles du code cités dans l'avis :

Principes 1, 3, 4, 5, 6 – Articles : 5, 9, 13, 15, 18, 22

Indexation du résumé :

Type de demandeur : Particulier TA parent

Contexte de la demande : Procédure judiciaire entre parents

Objet de la demande d'avis : Intervention d'un psychologue TA Thérapie d'un couple parental

Indexation du contenu de l'avis :

Autonomie professionnelle

Discernement

Écrits psychologiques TA Identification des écrits professionnels

Impartialité (prudence, mesure, discernement)

Information sur la démarche professionnelle TA explicitation aux patients

Missions TA distinction des missions

Respect de la personne (dignité, liberté, protection de la vie privée, etc.)

Secret professionnel TA obligation du respect du secret professionnel